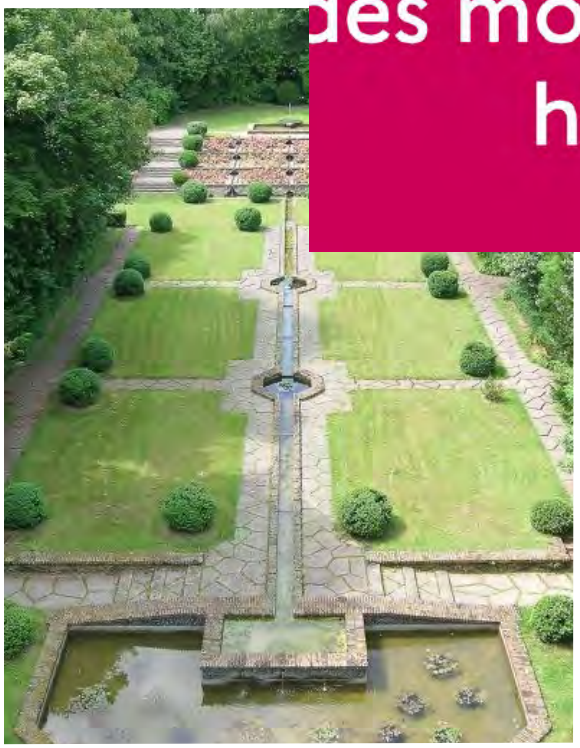
MINISTÈRE
DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
des patrimoines
et de l'architecture

Crédits consacrés à la conservation des monuments historiques

Bilan 2021



Le ministère de la Culture est responsable de la politique de protection, de conservation et de mise en valeur des monuments historiques. À ce titre, par l'intermédiaire des directions régionales des affaires culturelles (DRAC), il conduit et soutient les travaux d'entretien et de restauration sur les monuments historiques. Ce bilan détaille et illustre l'utilisation pour les monuments historiques immeubles des crédits délégués par le ministère de la Culture aux DRAC en 2021.

Illustrations de la couverture
En tournant dans le sens anti-horaire jusqu'au centre
Collégiale Notre-Dame de l'Assomption, Crécy-la-Chapelle, Île-de-France
Église Saint-Yves, Minihy-Tréguier, Bretagne
Fort Cigogne, Fouesnant, Bretagne
Le pont suspendu de la rivière de l'Est, Sainte-Rose, La réunion
L'hôtel de ville de Saint-Pierre, Saint-Pierre, La Réunion
Cathédrale Saint-Étienne de Meaux, Meaux, Île-de-France
L'église de Grand-Ilet, Salazie, La Réunion
Parc Boussard, Lardy, Île-de-France

Ministère de la Culture - Direction générale des patrimoines et de l'architecture – 3e trimestre 2022
ISBN 978-2-11-167890-3

AVANT-PROPOS

Le ministère de la Culture est responsable de la politique de protection, de conservation et de mise en valeur des monuments historiques. À ce titre, par l'intermédiaire des directions régionales des affaires culturelles (DRAC), il conduit et soutient les travaux d'entretien et de restauration sur les monuments historiques, sur la presque totalité du territoire national.

Ce bilan illustre l'utilisation des crédits délégués par le ministère de la Culture aux DRAC et consacrés, d'une part, aux monuments historiques immeubles pour lesquels elles assurent la maîtrise d'ouvrage (notamment les 87 cathédrales appartenant à l'État) et, d'autre part, à l'ensemble des monuments historiques immeubles n'appartenant pas à l'État.

L'année 2021 a été marquée par une forte progression du nombre d'opérations et des montants engagés, après une année 2020 au contexte sanitaire difficile. Les DRAC ont ainsi consacré près de 250 M€ à la conservation des immeubles protégés au titre des monuments historiques, permettant l'engagement de plus de 7 000 opérations.

Parmi les actions prioritaires mises en place par le ministère de la Culture, le fonds incitatif et partenarial pour les monuments historiques situés dans des communes à faibles ressources (FIP), doté de 45 M€ (AE) depuis sa création en 2018, a permis de lancer près de 600 opérations, localisées principalement dans des communes de moins de 2 000 habitants.

Les DRAC sont également pleinement engagées au côté de la Fondation du patrimoine depuis 2018, au titre de la mission « Patrimoine en péril » (loto du patrimoine) : 396 projets portant sur des immeubles protégés au titre des monuments historiques ont pu bénéficier, en plus de l'aide du fonds alimenté par le loto du patrimoine, de taux de subvention majorés grâce à des crédits spécifiques (41 M€ d'AE).

Enfin, après l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris, un plan d'action « sécurité cathédrales » a été mis en place à la fin de l'année 2019, afin de renforcer les opérations préventives de mise en sécurité des cathédrales appartenant à l'État. En 2021, une dotation spécifique de 12 M€ (AE) est consacrée à la mise en place des opérations permettant de renforcer la sécurité incendie dans les 87 cathédrales appartenant à l'État.

Ces crédits sont complétés par le plan de relance à hauteur de 160 M€ (80 M€ pour les cathédrales, 40 M€ pour les monuments n'appartenant pas à l'État et 40 M€ pour les monuments du CMN) qui font l'objet d'une enveloppe spécifique, permettant d'engager 64 opérations.

Ce bilan, au-delà des données chiffrées qu'il contient, traduit l'engagement des services du ministère de la Culture (direction générale des patrimoines et de l'architecture et DRAC) au service de la politique de protection, de conservation et de mise en valeur des monuments historiques. Cette politique, menée sur l'ensemble du territoire, permet d'apporter une aide aux collectivités territoriales et aux propriétaires privés et de développer des partenariats. Elle contribue également fortement au soutien d'une activité économique essentielle en faveur des métiers du patrimoine, hautement spécialisés, qui œuvrent à la conservation et à la restauration des monuments historiques.

Jean-François Hebert
Directeur général des patrimoines et de l'architecture

Table des matières

Montants engagés en région en 2021 4

Le fonds incitatif et partenarial pour les monuments historiques des communes à faibles ressources (FIP) 6

La mission « Patrimoine en péril » (loto du patrimoine) 8

Le plan « sécurité cathédrales » 9

Quelques exemples de chantiers menés en région en 2021 10

Bretagne 11

Île-de-France 13

La Réunion 16

Annexes 20

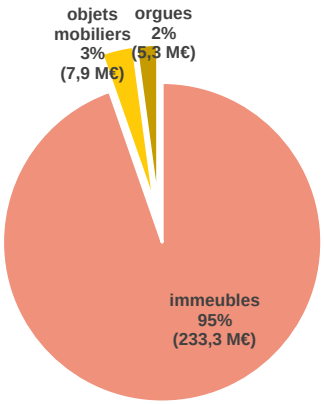
Méthodologie de traitement des données 21

Données détaillées par DRAC 22

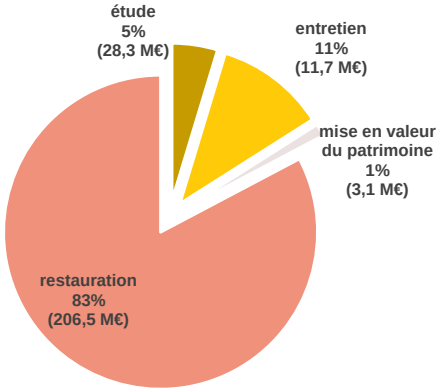
Montants engagés en région en 2021

233 M€ pour les immeubles protégés et 13 M€ pour les objets mobiliers protégés

Par nature

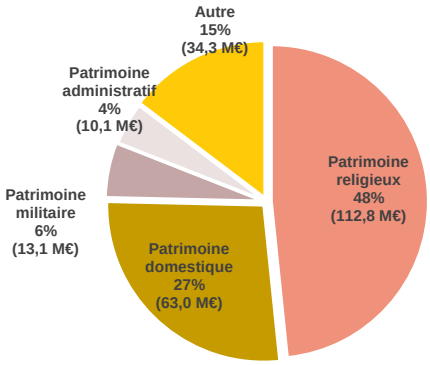


Par type de dépenses



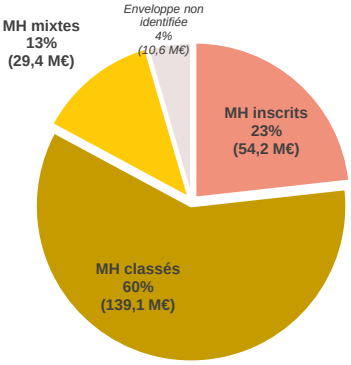
Par catégorie architecturale

Immeubles uniquement



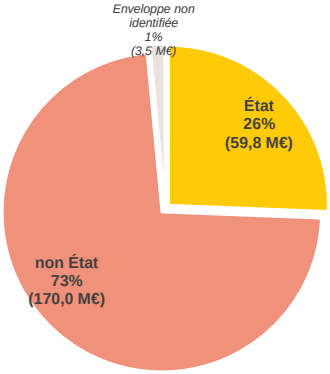
Par protection

Immeubles uniquement

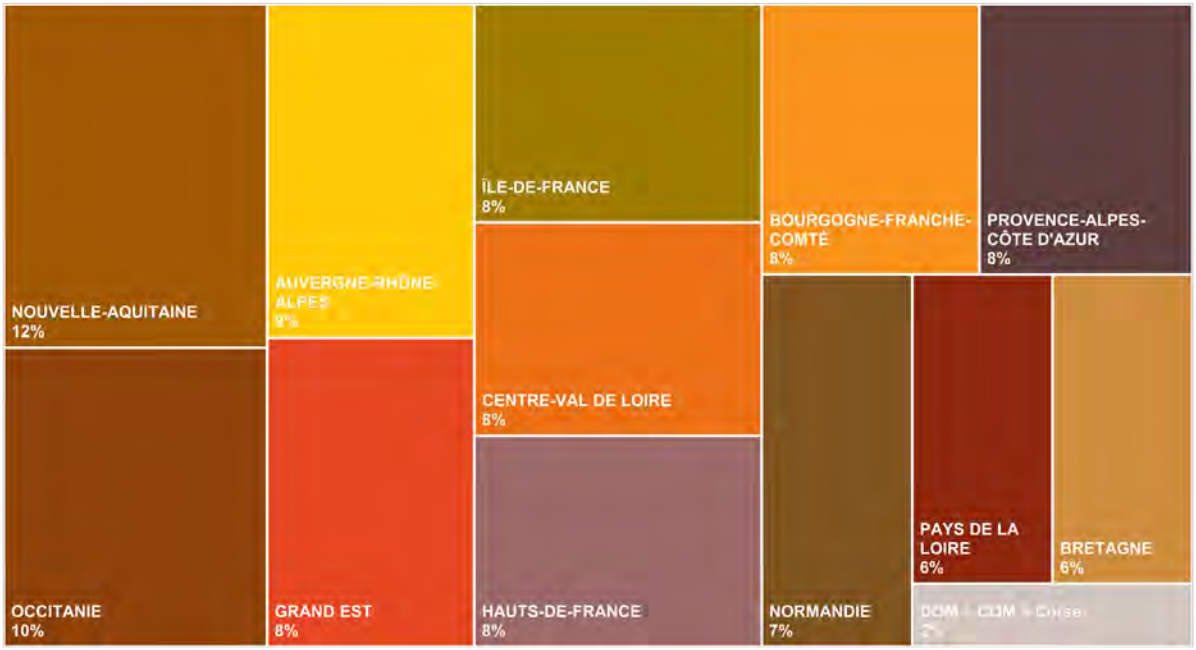


Par type de propriétaire

Immeubles uniquement

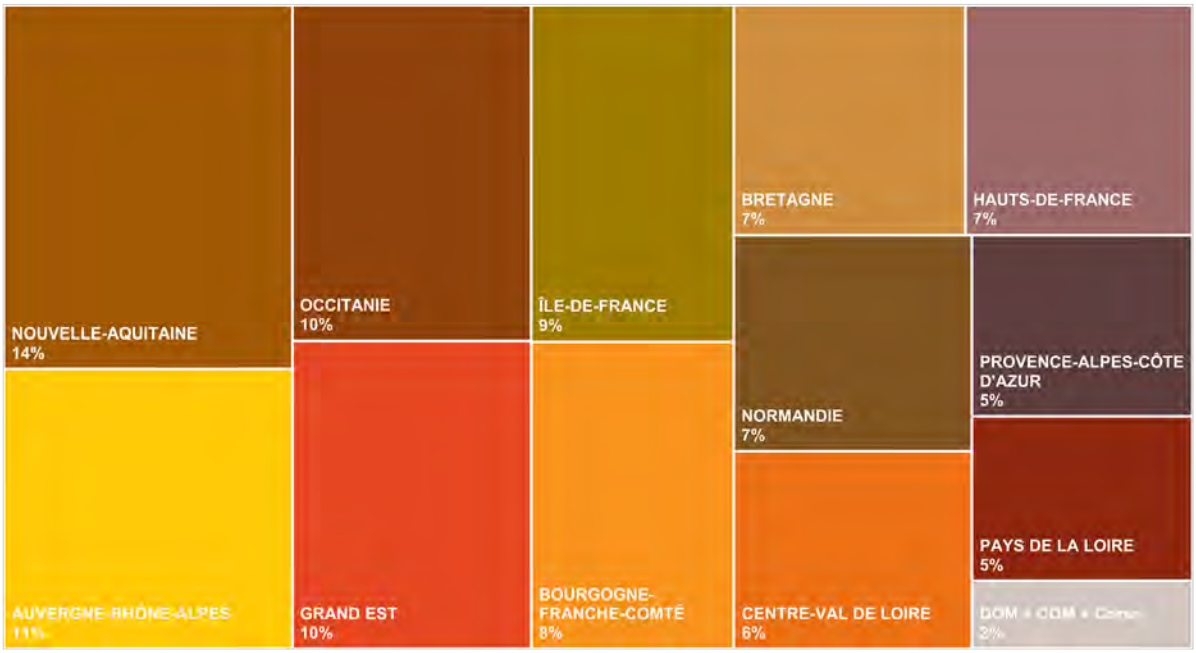


Part des montants engagés par région en 2021



Par convention :
COM (Collectivités d'Outre-Mer) : Saint-Barthélémy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon
DOM (Départements d'Outre-Mer) : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion

Répartition des monuments historiques par région en 2021



44 769 immeubles protégés au titre des monuments historiques

Le fonds incitatif et partenarial pour les monuments historiques des communes à faibles ressources (FIP)

Les objectifs du fonds

Les petites communes concentrent sur leur territoire la majorité des monuments historiques sans disposer, le plus souvent, de ressources suffisantes pour en assurer seules l'entretien, la restauration et la mise en valeur.

Le ministère de la Culture a mis en place en 2018 un mécanisme incitatif, ciblé et partenarial, permettant de financer une intervention accrue de l'État, d'une part, au travers de taux de subventions majorés, et des régions, d'autre part, pour des travaux concernant les monuments historiques dans les territoires ruraux.

Les objectifs du fonds sont de susciter de nouveaux projets ou de permettre la réalisation de projets n'ayant pas pu trouver la totalité de leur financement, mais également de faire des régions des partenaires importants des communes en matière de préservation du patrimoine, en les incitant à participer aux travaux de restauration sur des monuments historiques appartenant à de petites communes.

Dans le cadre du FIP, l'État peut accompagner les projets jusqu'à 80 %, voire 90 % dans les Outre-mer pour les immeubles classés (contre un taux habituel de 30 à 50 %), et jusqu'à la limite légale de 40 % pour les immeubles inscrits (contre un taux habituel de 10 à 20 %).

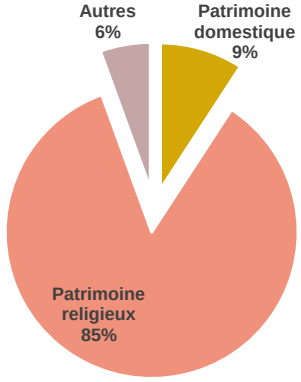
Les directions régionales des affaires culturelles (DRAC), en étroite relation avec les régions, identifient les projets pouvant être éligibles aux interventions du fonds, définissent le mode de conventionnement le plus adapté et envisagent, le cas échéant, les mesures d'accompagnement à mettre en œuvre par les bénéficiaires retenus (projet pédagogique accompagnant le chantier, actions d'éducation artistique et culturelle, ouverture au public…), en fonction de différents critères :

- *Taille de la commune : moins de 10 000 habitants (20 000 habitants pour les territoires d'Outre-mer) ; les communes de moins de 2000 habitants sont cependant ciblées en priorité ;*
- *Ressources des communes : sont principalement concernées les communes à faibles ressources ;*
- *Type d'opérations : opérations portant sur des monuments en péril ou en mauvais état ;*
- *Type d'édifices : tout type d'immeuble protégé au titre des monuments historiques (y compris des monuments appartenant à des propriétaires privés) situés dans ces petites communes ;*
- *Taux de participation de la région : minimum de 15 % (5 % pour les territoires d'Outre-mer).*

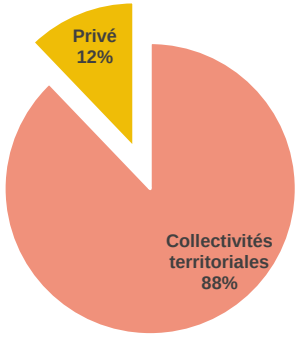
Bilan du dispositif

Ce fonds est doté de **45 M€** d'autorisations d'engagement.
Depuis 2018, 577 opérations FIP ont été lancées. Elles concernent, pour la grande majorité, des édifices religieux (85 %), appartenant à des communes (88 %). Ce dispositif remplit son objectif de soutenir en priorité les communes de moins de 2000 habitants, puisque 77 % des projets concernent des communes appartenant à cette catégorie.

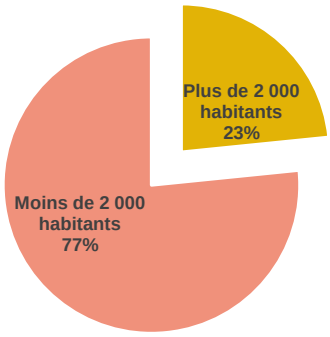
Par catégorie architecturale



Par type de propriétaires



Par catégorie de communes



La mission « Patrimoine en péril » (loto du patrimoine)

La mission « Patrimoine en péril »

Le Président de la République, à l'occasion des Journées européennes du patrimoine 2017, a confié à Stéphane Bern une mission de recensement du patrimoine local en péril et de réflexion sur des financements innovants pour le restaurer.

Le « loto du patrimoine » a été mis en place par la loi de finances rectificative pour 2017, laquelle a ouvert la possibilité d'effectuer un prélèvement sur les sommes misées en France sur les jeux commercialisés par La Française des Jeux. Ce prélèvement est destiné à alimenter un fonds géré par la Fondation du patrimoine et à compléter les financements de l'État, des collectivités territoriales et des propriétaires pour la réhabilitation du patrimoine en péril, protégé ou non au titre des monuments historiques.

La première édition du loto s'est tenue en septembre 2018. La sélection des projets est effectuée en lien étroit avec les services du ministère de la Culture, dans le cadre d'une convention signée entre le ministère de la Culture et la Fondation du patrimoine, pour une durée de 3 ans. Une nouvelle convention a été conclue le 22 février 2021 pour une durée de 4 années, pérennisant ainsi le succès populaire du loto du patrimoine.

Bilan

Aux termes de ces 4 éditions, 625 édifices ont été sélectionnés, dont **396 protégés au titre des monuments historiques**. La Fondation du patrimoine a perçu 97,7 M€ du loto depuis 2018. Le ministère de la Culture, pour sa part, verse des subventions en faveur des monuments historiques sélectionnés, grâce notamment au dégel des crédits du programme 175 obtenu chaque fin d'année, pour un montant équivalent à celui des taxes perçues sur la vente des jeux de grattage et de tirage commercialisés par La Française des Jeux, soit **41 M€ de 2019 à 2021**.

Le plan « sécurité cathédrales »

Le dispositif

L'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris en avril 2019, puis celui de la cathédrale de Nantes en juillet 2020, ont rappelé de façon dramatique la nécessité de renforcer le niveau de sécurité des **87 cathédrales appartenant à l'État**.

À cette fin, le ministère de la Culture a mis en place en **octobre 2019** le plan « sécurité cathédrales », qui constitue un dossier prioritaire pour la direction générale des patrimoines et de l'architecture. Dépassant la réponse aux simples exigences règlementaires, ce dispositif doit permettre de **renforcer progressivement et rapidement le niveau de sécurité des cathédrales** en mettant en œuvre des mesures adaptées aux spécificités de chaque édifice, couvrant tant le domaine de la protection des personnes que celui de la préservation du patrimoine.

Bilan

Sur les 40 M€ en moyenne que l'État attribue annuellement à la conservation et à la restauration des cathédrales, une enveloppe de **2,5 M€** a été consacrée en **2020** à la sécurité incendie. Grâce à ces crédits, des travaux d'amélioration des installations incendie ont été effectués et des schémas directeurs de sécurité ont été commandés. Ceux-ci ont permis de prioriser dans chaque cathédrale les opérations destinées à limiter les risques d'éclosion et de propagation d'un sinistre ainsi que celles destinées à faciliter les interventions des sapeurs-pompiers.

Des crédits beaucoup plus importants ont été dégagés pour réaliser ces travaux. **En 2021,** le dispositif est doté de **12 M€** d'autorisations d'engagement. À cette enveloppe nationale peuvent s'ajouter des opérations menées par les DRAC, financées par leurs crédits ordinaires et, dans le cadre du plan de relance, dans les cathédrales de l'État, en lien avec la sécurité incendie.

Quelques exemples de chantiers menés en région en 2021

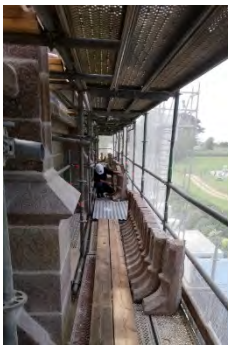
Bretagne

© Photos et source : CRMH Bretagne

Église Saint-Yves (22 - Minihy-Tréguier)

Restauration générale

Classée par arrêté du 8 août 1923



Vue générale des échafaudages, façade Nord et détails des travaux sur la balustrade

Maître d'ouvrage : commune de Minihy-Tréguier, assistée par la DRAC de Bretagne dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage
Maître d'œuvre : Frédérique Le Bec, architecte du patrimoine
Montant de l'opération : 1,3 M€ subventionnés à hauteur de 0,7 M€ par le ministère de la Culture au titre du FIP

Façade Nord après travaux de restauration et travaux en cours sur la façade Sud

Ancienne chapelle du manoir de Kermartin, l'édifice simple a connu deux grandes phases de modification.
La première a lieu aux XIV^{e} et XV^{e} siècles, avec un agrandissement d'une travée vers l'est, la construction d'une tourelle de clocher, la mise en œuvre de la voûte et le percement des grandes baies. Peu de modifications majeures sont effectuées aux siècles suivants et jusqu'au XIX^{e} siècle.
L'édifice est alors à nouveau agrandi vers l'ouest d'une travée, le massif occidental est construit et une balustrade en pierre installée au sommet des murs gouttereaux.

À la suite de l'étude préalable réalisée en 2017, la municipalité a lancé une campagne de travaux portant sur la restauration complète de l'édifice, comprenant :
- les façades nord et sud, y compris la reprise des chéneaux permettant une meilleure évacuation des eaux et la reprise de la charpente en partie basse,
- la façade ouest et le clocher et la façade est,
- la restauration des intérieurs.

Conséquent, ce programme de travaux a été découpé en 4 tranches techniques et financières.
Compte tenu du nombre d'habitants (1 301) et du montant des travaux, la commune bénéficie de l'aide financière du fonds incitatif et partenarial. Les travaux ont débuté en 2020 par les extérieurs et s'achèveront fin 2023. Les principaux travaux concernent la maçonnerie - pierre de taille ; ils sont accompagnés de lots charpente, couverture, menuiserie, vitraux et décors.

Fort Cigogne (29 - Fouesnant)

Restauration du fort

Opération sélectionnée au titre de la mission « Patrimoine en péril » en 2018

Classé par arrêté du 14 février 2013

© Photos et source : CRMH Bretagne

Maître d'ouvrage : commune de Fouesnant - Les Glénan
Maître d'œuvre : Marie-Suzanne de Ponthaud, architecte en chef des monuments historiques
Montant de l'opération : 2,9 M€ subventionnés à hauteur de 0,7 M€ par le ministère de la Culture au titre de la MPP

Le fort Cigogne a été construit dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, dans le but de dissuader les navires corsaires affrétés par les Anglais de venir s'abriter dans « la chambre », le mouillage principal de l'archipel. Ce fort n'accueille alors une garnison que quelques mois durant et se révèle vite insalubre. La portée de ses canons ne permet pas aux batteries d'atteindre les navires corsaires qui, une fois le fort construit, trouvent refuge dans l'est de l'île de Penfret.

Le monument sert aujourd'hui de base à l'école de voile des Glénan.

L'opération de restauration et d'aménagement est réalisée en 5 phases et consiste en la restauration, la pérennisation et la mise en valeur de l'ensemble du clos et couvert des structures existantes.

Le fort Cigogne a été retenu comme monument emblématique pour la Bretagne dans le cadre du loto 2018.

Les travaux sont en cours depuis 2019 ; compte tenu de l'insularité, chaque phase de travaux se concentre entre les mois de mars et octobre. Les travaux achevés sur une grande partie du fort ainsi que l'ajout d'un bâtiment accueillant les sanitaires (projet validé et réalisé parallèlement par la municipalité) devraient permettre la reprise des activités de l'école de voile à l'été 2022. La restauration complète du fort se poursuivra jusqu'en 2024.

Les nécessités premières étaient, d'une part, d'améliorer l'accès à l'île pour faciliter la logistique du chantier, en refaisant la cale et, d'autre part, d'assainir les maçonneries en arrêtant les infiltrations d'eau, par la mise en œuvre d'une étanchéité et la réfection du dallage de granit.
Près de 4 800 tonnes de matériaux, échafaudages et autres engins de chantier sont acheminés sur le fort, de jour comme de nuit, au gré des coefficients de marée.

Île-de-France

Collégiale Notre-Dame de l'Assomption (77 – Crécy-la-Chapelle)

Restauration de la toiture de la chapelle du bas-côté sud

Classée par liste de 1846

© Photo et source : CRMH Île-de-France

Maître d'ouvrage : commune de Crécy-la-Chapelle
Maître d'œuvre : Suzana Demetrescu-Guénégo, architecte du patrimoine
Montant de l'opération : 139 800 € HT, subventionnés au titre du Fonds incitatif et partenarial (FIP) à hauteur de 50 % par le ministère de la Culture

Le début de la construction de l'édifice, dédié dès l'origine à Notre-Dame, se situe peu après 1202 ; elle fut probablement terminée entre 1230 et 1250.

Jeanne de Navarre, épouse de Philippe le Bel, ainsi que de nombreux comtes de Champagne, dotent généreusement l'église de La Chapelle.

L'édifice souffre, au XIVe siècle, des ravages de la guerre de Cent Ans, notamment lors de la reddition de la ville de Crécy aux Anglais en 1421. Il est restauré puis consacré par l'évêque de Meaux en 1429.

Au cours des siècles, l'édifice subit de nombreux aléas en raison de sa proximité géographique avec le ru de Vaudessart, qui se jette dans le Grand Morin, obligeant à rehausser le sol de l'église et des abords immédiats. Une inondation en 1641 a entraîné la pose de huit tirants, encore en place, pour relever les deux côtés du grand comble et soulager les arcs-boutants. L'humidité persistante du sous-sol a mis en évidence la trop faible largeur des bas-côtés par rapport au vaisseau central.

En 1846, l'église est classée au titre des monuments historiques. Plusieurs campagnes d'études et de restaurations sont conduites aux XIXe et XXe siècles, notamment en 1960, 1978, 1983, 2006, et des campagnes d'entretien entre 2009 et 2013.

En 2021, la première phase (sur 5 prévues) de restauration de la collégiale a porté sur la restauration de la toiture de la chapelle du bas-côté sud. La seconde phase portera sur les parements intérieurs de la chapelle du bas-côté sud, accompagnée de travaux divers avec une subvention de la DRAC et de la région en 2022 au titre du Fonds incitatif et partenarial.

Parc Boussard (91 - Lardy)

Conservation et mise en valeur du parc

Opération sélectionnée au titre de la mission « Patrimoine en péril » en 2020

Inscrit par arrêté du 7 avril 1997

© Photo et source : CRMH Île-de-France

Maître d'ouvrage : commune de Lardy
Maître d'œuvre : SCALA, architectes du patrimoine
Montant de l'opération : 326 840 € HT, subventionnés au titre de la mission « Patrimoine en péril » (MPP) à hauteur de 40 % par le ministère de la Culture

Le parc Boussard est l'un des rares témoins subsistant du style Art Déco historicisant dans l'art des jardins ainsi que de l'œuvre paysagère de Joseph Marrast, avec une gradation entre nature maîtrisée et nature foisonnante. En effet, le traitement des végétaux évolue en trois étapes à mesure que l'on s'éloigne du fil d'eau. Le visiteur passe d'un jardin régulier, à l'image des topiaires, à une architecture support de la nature (les rosiers sur les pergolas) pour aboutir à une nature beaucoup foisonnante et sauvage qu'est le fond arboré qui masque l'environnement alentour ; le tout dans un jeu de verticales et d'horizontales savamment maîtrisé et mis en scène.

Le parc Boussard a été inscrit au titre des monuments historiques en 1997.

Les travaux permettent de mettre en valeur cette composition.

Cathédrale Saint-Étienne de Meaux (77 - Meaux)

Restauration du portail du Jugement dernier

Classée par la liste de 1840

© Photo et source : CRMH Île-de-France

Maître d'ouvrage : DRAC d'Île-de-France
Maître d'œuvre : Jacques Moulin, architecte en chef des monuments historiques
Montant de l'opération : 670 000 € intégralement financés par le ministère de la Culture

À la suite de l'achèvement, en octobre 2019, des travaux portant sur la restauration de la partie centrale de la façade, a été conduite sous la maîtrise d'œuvre de Jacques Moulin, architecte en chef des monuments historiques, la restauration du portail du Jugement dernier pour un montant de 670 000 € TDC.

Le projet a consisté en la restauration des maçonneries et des sculptures, la reprise ponctuelle des éléments de modénature, le traitement anticorrosion des armatures métalliques et la mise en place d'une protection anti-pigeons de ce portail érigé entre 1336 à 1358, avec des remplois du XIII^{e} siècle, et dont le gâble localisé au-dessus du portail fut ajouté au XIV^{e} siècle. Le chantier s'est achevé en septembre 2021.

Ancienne abbaye Sainte-Geneviève, actuel lycée Henri IV

(75 - Paris)

Restauration de la croisée des Génovéfains

Protection mixte

© Photos et source : CRMH Île-de-France

Maître d'ouvrage : région Île-de-France
Maître d'œuvre : Jean-François Lagneau, ancien architecte en chef des monuments historiques
Montant de l'opération (2 phases) : 3,5 M€ subventionnés à hauteur de 1,2 M€ par le ministère de la Culture

Historique :

La basilique primitive a été fondée par Clovis et Clotilde au VI^e^ siècle. Au XII^e^ siècle, l'abbé Suger substitue aux chanoines séculiers des chanoines réguliers de Saint-Victor. À partir du XVII^e^ siècle, l'édifice connaît des travaux d'extension et de remaniement.

Travaux en cours :

Dès 2013, d'importants désordres sont signalés dans certains bâtiments de l'établissement, en particulier le manque d'étanchéité et la dégradation de la coupole des bibliothèques, de la fresque de Jean Restout ainsi que du décor baroque de la croisée des galeries des bibliothèques.
L'autorisation de travaux a été accordée le 5 août 2019. La restauration est menée sous le contrôle scientifique et technique de la DRAC d'Île-de-France (CRMH).
La première phase, **qui concerne le clos et couvert, a démarré le 6 juillet 2020** (montant total 1,4 M€, subventionnés à hauteur de 33,33% par l'État). **La seconde** (qui concerne les décors et fresques de la coupole pour un montant total de 1,5 M€, subventionnés à hauteur de 33,33% par l'État) **a été lancée le premier mars 2021.**
Les deux phases de cette opération devraient être globalement exécutées au mois de mai 2022.

Protection :
Inscription au titre des monuments historiques par arrêté du 29 juin 1978 : *porte cochère de l'ancien poste de sapeurs-pompiers, 13 rue Clovis ; partie méridionale de la façade sur la rue Clotilde ;*
Classement au titre des monuments historiques par arrêté du 8 avril 1998 : *les bâtiments entourant la cour du Cloître, y compris l'édifice d'entrée élevé au nord d'après les plans de l'architecte Lahure, au début du XIX^e^ siècle ; les bâtiments entourant la cour des Classes ; l'aile élevée en 1699 et située entre les actuelles cours des Grands et du Méridien ; les sols de la parcelle BK 2 correspondant à l'emprise du lycée et du petit collège attenant.*

La Réunion

L'église de Grand-Ilet (974 - Salazie)

Restauration de la toiture et d'éléments de façades

Classée par arrêté du 13 décembre 1982

© Photos et source : CRMH Réunion

L'église en 2019, avant travaux

Maître d'ouvrage : Commune de Salazie
Maître d'œuvre : Matthieu Prévost, architecte du patrimoine
Montant de l'opération : 0,4 M€ subventionnés à hauteur de 90 % par le ministère de la Culture

Mise en œuvre de la couverture en cuivre à joints debout, versant sud (septembre 2021)

Vue générale du chantier, pose en cours des bardeaux en tamarin au niveau des casquettes de la façade nord (novembre 2021)

Historique :
La paroisse de Grand-Ilet est créée en 1861. La messe est d'abord célébrée dans la cure puis une première petite église en bois est construite en 1873. Une deuxième église, toujours en bois, est inaugurée en 1901, puis dotée d'une voûte et d'une tribune en 1909. Fragilisée par les cyclones de 1932 et 1935, elle est démontée en 1935. La troisième église est reconstruite en 1936 avec les matériaux de récupération et le mobilier de la précédente. Entièrement détruit par le cyclone *Hollanda* en 1994, cet édifice est reconstruit en 1997 à l'identique, sous le contrôle de l'architecte en chef des monuments historiques, avec un dispositif d'ancrage. L'édifice, de plan rectangulaire, en bardeaux pour les façades latérales et en planches pour la façade principale, est précédé d'un portique d'inspiration néo-classique.

Travaux en cours :
Les travaux portent sur la restauration du clos et du couvert, avec la mise en œuvre d'une couverture en cuivre et la restauration ponctuelle de la charpente, y compris le clocher. Les extérieurs sont remis en peinture en respectant la polychromie. À l'intérieur, les interventions consistent en une remise en peinture ponctuelle et en la mise aux normes des installations électriques, du système de sécurité incendie et de protection contre la foudre. Une main courante en ferronnerie est également mise en œuvre sur les trois escaliers historiques.

Le pont suspendu de la rivière de l'Est (974 - Sainte-Rose)

Restauration générale

Opération sélectionnée au titre de la mission « Patrimoine en péril » en 2020

Classé par arrêté du 7 mai 2018

© Photos et source : CRMH Réunion

Le pont de la Rivière de l'Est fin 2021

Maître d'ouvrage : région
Maître d'œuvre : Stéphane Barbotin-Larrieu, architecte du patrimoine
Montant de l'opération : 11,5 M€ subventionnés à hauteur de 1,6 M€ par le ministère de la Culture

La traversée de la rivière de l'Est, réputée infranchissable, constitue un enjeu économique fort pour le développement de l'industrie sucrière. En 1892, le projet de pont suspendu de l'ingénieur et industriel Ferdinand Arnodin voit le jour, réutilisant les pylônes érigés en 1866 et 1889 par Pierre Joseph Bonin. L'ouvrage d'art est inauguré fin 1893.
À 42 mètres au-dessus de la rivière et d'une portée de 150 mètres, il représente une innovation majeure pour La Réunion grâce à la suspension par câbles de fer mis en tension par l'intermédiaire de pylônes et câbles à torsion alternative, inspirés des cordages maritimes et plus résistants. Des haubans inclinés rattachent le tablier au sommet des pylônes. La voie charretière en platelage bois est encadrée de trottoirs et garde-corps métalliques.
Divers travaux d'entretien et de renforcement sont effectués au XX^{e} siècle, notamment en 1960 pour permettre le passage de camions.

Avec l'aide de la mission « Patrimoine en péril » et du FEDER, la restauration du pont suspendu de la rivière de l'Est a pu être mise en œuvre. Les travaux portent sur la restauration des maçonneries : piles, murs de soutènement et chambres d'ancrage. Un platelage en bois exotique permet la traversée piétonne du pont.

L'hôtel de ville de Saint-Pierre (974 - Saint-Pierre)

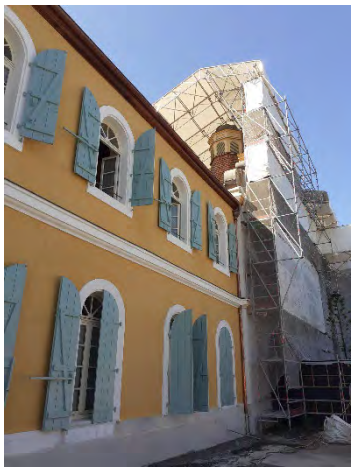
Restauration des façades et toitures

Classé par arrêté du 13 décembre 1982

© Photos et source : CRMH Réunion

L'hôtel de ville en 2016, avant travaux

Maître d'ouvrage : région, communes de Saint-Pierre et de Salazie
Maître d'œuvre : Stéphane Barbotin-Larrieu, architecte du patrimoine
Montant de l'opération : 1,7 M€ subventionnés à hauteur de 0,1 M€ par le ministère de la Culture



L'hôtel de ville fin 2021, vue générale du chantier et mise en œuvre de la couverture en bardeaux de tamarin, façade ouest

L'hôtel de ville se situe à l'emplacement de l'ancien « magasin » de la Compagnie française des Indes orientales, qui servait de bâtiment administratif et d'entrepôts de marchandises. Probablement en bois dans les années 1730, l'édifice est ensuite maçonné puis devient l'hôtel de ville en 1829.
Massif malgré ses 40 mètres de long, il associe un corps central et deux ailes peu saillantes. Ses deux niveaux sont surmontés d'une haute toiture à quatre pans couverte de bardeaux. Ses maçonneries de moellons enduits sont percées de baies cintrées aux arcs en briques. Un escalier central relie les vastes espaces intérieurs.
Le fronton à volutes et le lanternon, ajoutés au XIX^{e} siècle, en marquent l'axe de symétrie et insistent sur sa fonction officielle.

Les travaux portent sur la restauration des façades, des menuiseries extérieures, de la toiture et du campanile de l'hôtel de ville. La couverture bénéficie d'une restauration traditionnelle en bardeaux de tamarin fendus à la main et cloués à la pointe de cuivre. Les façades sont piochées, purgées, intégralement rejointoyées et enduites à la chaux, avec une finition de trois couches de badigeon ocre naturel. La polychromie a été choisie en fonction des archives historiques.

Annexes

Méthodologie de traitement des données

Consommation des crédits

Les données relatives aux dépenses par DRAC ont été obtenues à partir d'une ***extraction nationale d'Arpège***[1].

Il convient de souligner un changement de méthodologie opéré à partir de 2020 dans un souci de fiabilisation des données. Avant 2019, les données étaient répertoriées selon des mots clés. Depuis 2020, une identification précise de l'immeuble est opérée puis comparée à la base nationale recensant les monuments historiques immeubles selon leur type de protection, leur catégorie architecturale (affinée à partir de 2021) et leur propriété. Le type de travaux (étude, entretien, restauration) et la nature du bien (immeuble/objet) sont identifiés grâce à leur imputation budgétaire.

Depuis 2020, le détail par type de propriétaire, type de patrimoine et type de protection n'est décliné que pour les immeubles, du fait de l'existence d'une base de données détaillée.

L'exactitude des informations traitées dépend de la bonne complétude dans Arpège par les services déconcentrés. Certaines opérations sont notées comme « non identifiées » ou relevant d'enveloppes non détaillées.

[1] Arpège : application relative à la programmation et à la gestion de l'exécution des BOP. Outil de programmation budgétaire ministériel. Arpège gère les opérations au niveau de l'édifice, ce que Chorus n'assure pas.

Données détaillées par DRAC

SOMMAIRE ANNEXE

A1 FRANCE

A2 AUVERGNE – RHÔNE-ALPES

A3 BOURGOGNE – FRANCHE-COMTÉ

A4 BRETAGNE

A5 CENTRE – VAL DE LOIRE

A6 CORSE

A7 GRAND EST

A8 GUADELOUPE

A9 GUYANE

A10 HAUTS-DE-FRANCE

A11 ÎLE-DE-FRANCE

A12 LA RÉUNION

A13 MARTINIQUE

A14 MAYOTTE

A15 NORMANDIE

A16 NOUVELLE - AQUITAINE

A17 OCCITANIE

A18 PAYS DE LA LOIRE

A19 PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

FRANCE

Dépenses nationales des DRAC et DAC pour l'entretien et la restauration des monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	255 884 264	223 196 985	222 630 468	182 781 382	249 589 810	216 768 684
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	3 469 144	3 756 909	3 055 517	2 649 233	3 146 757	3 172 035
Par type de travaux						
Études	7 837 420	4 807 329	8 929 139	5 731 954	11 682 318	6 950 101
Entretien (= conservation préventive)	27 182 902	25 192 811	27 034 175	24 611 113	28 285 400	27 847 637
Restauration	217 394 798	189 439 936	183 611 637	149 789 083	206 475 336	178 798 912
	252 415 120	219 440 076	219 574 951	180 132 150	246 443 054	213 596 650
Par nature						
Immeubles	242 366 778	211 059 736	204 761 672	171 266 791	233 270 807	202 823 385
Nombre d'opérations engagées	*6 283*		*6 353*		*7 355*	
Objets mobiliers	7 433 584	5 985 668	7 347 275	6 560 341	7 894 139	7 414 943
Nombre d'opérations engagées	*1 169*		*1 075*		*1 198*	
Orgues	2 614 757	2 394 673	7 466 005	2 305 017	5 278 108	3 358 322
Nombre d'opérations engagées	*174*		*201*		*223*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP
Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État	55 218 415	48 983 931	59 752 402	62 832 952
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	145 031 654	118 098 488	170 046 752	136 703 959
dont MH publics	*92 978 308*	*78 865 081*	*114 628 759*	*95 212 668*
dont MH privés	*44 946 255*	*31 849 242*	*53 103 018*	*39 969 330*
dont MH mixtes	*7 107 091*	*7 384 165*	*2 314 975*	*1 521 960*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*4 511 602*	*4 184 372*	*3 471 653*	*3 286 474*
	204 761 672	171 266 791	233 270 807	202 823 385
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	119 235 174	105 017 277	112 838 267	107 500 522
dont cathédrales appartenant à l'État	*40 718 121*	*37 549 792*	*39 690 600*	*43 681 541*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	49 659 368	36 086 377	62 951 046	41 273 370
Patrimoine militaire	9 285 824	7 595 414	13 105 759	9 526 223
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			10 114 196	9 420 301
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	26 581 307	22 567 723	34 261 539	35 102 969
	204 761 672	171 266 791	233 270 807	202 823 385
Par type de protection				
MH inscrits	45 698 283	31 962 318	54 224 693	42 261 618
MH classés	134 904 926	119 769 790	139 052 119	124 299 513
MH mixtes	19 838 781	15 192 523	29 432 765	25 923 322
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*4 319 682*	*4 342 161*	*10 561 229*	*10 338 932*
	204 761 672	171 266 791	233 270 807	202 823 385

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté Égalité Fraternité
MONUMENT HISTORIQUE

AUVERGNE – RHÔNE-ALPES

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	20 304 636	18 097 744	21 409 841	18 415 723	22 547 465	22 352 954
Ain (01)	1 208 507	2 551 197	838 420	1 083 347	976 129	1 367 537
Allier (03)	1 542 023	1 593 260	1 097 039	680 541	1 949 398	1 689 771
Ardèche (07)	1 509 304	968 728	1 562 433	912 137	1 438 803	1 770 229
Cantal (15)	1 262 052	788 565	1 065 123	704 015	1 603 559	768 887
Drôme (26)	925 688	462 615	1 314 158	607 930	1 598 809	1 690 052
Isère (38)	2 702 180	1 361 846	2 409 402	1 857 448	2 547 166	2 822 084
Loire (42)	898 838	417 427	743 671	1 041 226	873 335	891 670
Haute-Loire (43)	1 458 354	1 018 522	2 093 653	1 291 065	1 016 688	1 288 746
Puy-de-Dôme (63)	2 681 062	2 213 287	4 112 847	2 387 687	2 936 869	3 160 758
Rhône (69)	3 857 357	4 075 907	4 382 468	5 400 370	5 347 027	4 149 024
Savoie (73)	1 669 936	1 822 653	1 401 329	2 204 425	1 593 540	1 477 106
Haute-Savoie (74)	589 337	823 737	389 297	245 532	666 141	1 277 090
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	183 658	281 975	163 096	158 953	215 882	172 181

Par type de travaux

Études	1 891 760	1 069 584	2 161 679	1 159 457	2 877 424	1 517 530
Entretien (= conservation préventive)	1 940 099	1 533 338	2 241 616	1 953 969	2 035 163	2 179 239
Restauration	16 289 119	15 212 847	16 843 451	15 143 344	17 418 996	18 484 004
	20 120 978	17 815 769	21 246 745	18 256 770	22 331 583	22 180 773

Par nature

Immeubles	19 278 214	16 469 753	20 351 886	17 403 078	21 409 589	21 337 410
Nombre d'opérations engagées	*735*		*790*		*988*	
Objets mobiliers	724 160	469 075	619 259	446 625	514 222	710 075
Nombre d'opérations engagées	*120*		*110*		*132*	
Orgues	118 604	876 941	275 600	407 067	407 771	133 287
Nombre d'opérations engagées	*14*		*14*		*24*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Par type de propriétaire

Monuments historiques appartenant à l'État	3 791 599	3 537 444	3 477 381	3 967 065
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	16 416 749	13 681 321	17 887 583	17 346 461
dont MH publics	*8 764 003*	*7 009 248*	*9 723 550*	*10 524 010*
dont MH privés	*6 237 567*	*5 667 124*	*7 483 950*	*6 221 928*
dont MH mixtes	*1 415 180*	*1 004 948*	*680 083*	*600 523*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*143 537*	*184 313*	*44 625*	*23 884*
	20 351 886	17 403 078	21 409 589	21 337 410

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

Par principaux types de patrimoine

Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	10 106 659	10 211 252	6 852 673	9 389 521
dont cathédrales appartenant à l'État	*2 321 408*	*2 468 015*	*1 831 145*	*1 944 318*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	7 209 100	4 754 741	7 529 945	6 307 129
Patrimoine militaire	592 434	232 134	450 992	625 497
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			1 387 775	1 216 398
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	2 443 692	2 204 950	5 188 204	3 798 866
	20 351 886	17 403 078	21 409 589	21 337 410

Par type de protection

MH inscrits	5 772 015	3 285 830	8 797 187	6 462 551
MH classés	12 541 644	12 821 600	7 953 893	10 470 897
MH mixtes	2 038 226	1 285 288	3 710 245	3 892 544
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*0*	*10 359*	*948 265*	*511 418*
	20 351 886	17 403 078	21 409 589	21 337 410

BOURGOGNE – FRANCHE-COMTÉ

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	19 073 038	18 306 647	18 469 485	15 913 689	19 239 390	19 783 495
Côte-d'Or (21)	4 900 936	3 002 760	5 692 358	4 062 598	3 480 565	5 306 249
Doubs (25)	3 702 983	2 828 329	2 347 309	2 416 383	2 031 220	2 733 986
Jura (39)	1 548 721	2 572 110	987 770	1 042 540	1 933 353	2 273 448
Nièvre (58)	2 996 163	2 797 289	2 344 401	1 419 439	2 556 090	2 486 187
Haute-Saône (70)	1 311 539	892 687	804 761	1 490 223	1 385 696	917 848
Saône-et-Loire (71)	2 825 790	3 588 587	2 822 744	2 720 449	3 203 041	2 779 986
Yonne (89)	1 714 955	2 458 606	2 683 549	2 350 665	4 642 452	2 893 556
Territoire de Belfort (90)	71 951	166 278	786 593	411 391	6 973	392 234
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	40 810	8 628	78 262	29 150	22 203	49 859

Par type de travaux

Études	649 269	411 231	897 019	460 473	1 194 107	820 231
Entretien (= conservation préventive)	1 644 548	1 503 022	1 772 067	1 852 672	1 784 628	1 685 360
Restauration	16 738 411	16 383 766	15 722 137	13 571 395	16 238 452	17 228 045
	19 032 227	18 298 019	18 391 223	15 884 539	19 217 187	19 733 636

Par nature

Immeubles	17 917 779	17 337 101	17 880 205	15 181 160	17 893 937	18 676 140
Nombre d'opérations engagées	*535*		*551*		*680*	
Objets mobiliers	628 184	675 704	468 641	510 960	556 211	580 062
Nombre d'opérations engagées	*93*		*77*		*85*	
Orgues	486 264	285 214	42 377	192 418	767 039	477 434
Nombre d'opérations engagées	*12*		*13*		*13*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

Par type de propriétaire

Monuments historiques appartenant à l'État	5 687 330	4 702 972	3 417 802	5 170 295
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	11 915 292	10 394 914	14 460 602	13 488 112
dont MH publics	*7 295 155*	*6 866 067*	*8 979 488*	*9 430 785*
dont MH privés	*3 779 236*	*2 809 183*	*5 267 620*	*3 945 860*
dont MH mixtes	*840 901*	*719 663*	*213 495*	*111 467*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*277 583*	*83 275*	*15 533*	*17 733*
	17 880 205	15 181 160	17 893 937	18 676 140

Par principaux types de patrimoine

Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	10 427 231	9 563 357	10 669 992	10 988 581
dont cathédrales appartenant à l'État	*5 026 870*	*4 624 601*	*2 471 859*	*4 104 889*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	4 033 350	3 085 245	4 818 723	4 184 927
Patrimoine militaire	1 443 163	787 736	854 969	1 138 135
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			515 020	811 143
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	1 976 461	1 744 823	1 035 234	1 553 355
	17 880 205	15 181 160	17 893 937	18 676 140

Par type de protection

MH inscrits	4 298 090	3 174 383	4 529 896	4 323 495
MH classés	9 659 941	9 357 100	11 029 790	9 764 043
MH mixtes	3 905 847	2 633 350	2 318 718	4 570 869
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*16 327*	*16 327*	*15 533*	*17 733*
	17 880 205	15 181 160	17 893 937	18 676 140

BRETAGNE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	12 692 517	12 476 246	13 188 546	12 034 702	14 093 522	12 455 279
Côtes d'Armor (22)	2 188 018	1 737 582	2 176 974	1 374 865	2 567 835	2 121 084
Finistère (29)	5 350 720	5 336 399	4 729 166	4 901 877	6 238 453	5 474 793
Ille-et-Vilaine (35)	3 015 405	2 670 471	1 857 859	2 760 133	2 339 111	2 281 915
Morbihan (56)	2 138 374	2 731 794	4 424 546	2 997 828	2 948 124	2 577 487
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	55 631	52 825	77 200	78 272	53 057	59 057
Par type de travaux						
Études	200 970	120 045	48 198	215 084	587 347	340 264
Entretien (= conservation préventive)	1 338 051	1 500 202	1 129 630	1 104 974	1 323 650	1 225 149
Restauration	11 097 865	10 803 174	11 933 518	10 636 371	12 129 468	10 830 810
	12 636 886	12 423 421	13 111 346	11 956 430	14 040 465	12 396 222
Par nature						
Immeubles	12 023 497	11 939 588	12 656 560	11 236 613	13 190 420	11 802 405
Nombre d'opérations engagées	*565*		*601*		*628*	
Objets mobiliers	483 738	450 482	387 806	659 127	610 393	500 063
Nombre d'opérations engagées	*92*		*109*		*94*	
Orgues	129 652	33 350	66 979	60 690	239 652	93 755
Nombre d'opérations engagées	*11*		*14*		*15*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire						
Monuments historiques appartenant à l'État			1 938 141	2 474 532	3 216 466	3 039 307
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État			10 718 420	8 760 641	9 958 143	8 763 098
dont MH publics			*7 028 711*	*6 484 750*	*7 081 936*	*6 252 771*
dont MH privés			*2 904 278*	*1 540 542*	*2 781 800*	*2 384 881*
dont MH mixtes			*785 431*	*735 349*	*94 407*	*125 446*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*0*	*1 440*	*15 812*	*0*
			12 656 560	11 236 613	13 190 420	11 802 405
Par principaux types de patrimoine						
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse			6 772 733	6 937 996	6 483 823	5 620 360
dont cathédrales appartenant à l'État			*575 552*	*1 212 868*	*635 042*	*699 809*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)			3 621 977	2 627 834	4 465 492	3 439 937
Patrimoine militaire			951 468	611 062	1 394 928	1 228 087
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021					68 998	562 294
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)			1 310 382	1 059 721	777 179	951 727
			12 656 560	11 236 613	13 190 420	11 802 405
Par type de protection						
MH inscrits			4 882 183	2 462 598	1 844 662	2 111 437
MH classés			6 753 977	8 030 609	8 881 483	8 194 477
MH mixtes			968 497	703 465	2 407 873	1 442 496
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*51 904*	*39 940*	*56 402*	*53 994*
			12 656 560	11 236 613	13 190 420	11 802 405

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté Égalité Fraternité
MONUMENT HISTORIQUE

CENTRE – VAL DE LOIRE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	13 950 697	10 784 731	16 493 654	10 920 535	19 973 739	14 423 456
Cher (18)	1 826 741	2 667 879	3 966 292	2 456 104	3 561 911	3 973 332
Eure-et-Loire (28)	2 042 913	1 905 919	5 513 027	1 347 976	4 176 477	3 554 947
Indre (36)	500 024	958 893	1 105 727	665 005	2 007 900	535 764
Indre-et-Loire (37)	4 459 862	2 320 918	2 339 971	2 449 936	3 246 751	2 816 554
Loir-et-Cher (41)	1 537 069	847 819	1 456 418	928 483	3 419 780	910 890
Loiret (45)	3 584 088	2 083 302	2 112 219	3 073 031	3 560 921	2 631 969
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	902 755	967 586	774 499	756 753	840 605	775 362
Par type de travaux						
Études	151 453	121 455	331 510	171 997	257 757	161 158
Entretien (= conservation préventive)	1 052 067	941 348	1 401 998	1 247 391	1 408 068	1 488 773
Restauration	11 844 422	8 754 342	13 985 647	8 744 394	17 467 308	11 998 163
	13 047 943	9 817 145	15 719 155	10 163 782	19 133 134	13 648 094
Par nature						
Immeubles	12 687 869	9 411 044	15 292 435	9 705 140	18 604 287	13 165 791
Nombre d'opérations engagées	*497*		*546*		*606*	
Objets mobiliers	328 265	376 995	389 702	433 675	293 169	424 561
Nombre d'opérations engagées	*110*		*118*		*101*	
Orgues	31 809	29 106	37 018	24 967	235 678	57 743
Nombre d'opérations engagées	*9*		*9*		*17*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État	6 543 457	3 937 593	3 618 374	6 155 506
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	8 736 584	5 663 034	14 985 913	7 010 284
dont MH publics	*4 744 766*	*2 902 703*	*8 395 104*	*2 955 550*
dont MH privés	*3 772 012*	*2 221 732*	*6 575 607*	*4 041 491*
dont MH mixtes	*219 806*	*538 599*	*15 202*	*13 244*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*12 393*	*104 513*		
	15 292 435	9 705 140	18 604 287	13 165 791
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	9 352 209	6 182 056	6 159 837	5 883 493
dont cathédrales appartenant à l'État	*5 835 764*	*3 684 412*	*2 709 435*	*5 491 990*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	3 882 526	2 795 845	8 935 743	3 864 691
Patrimoine militaire	4 575	11 221	159 921	56 382
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			326 530	20 094
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	2 053 125	716 017	3 022 255	3 341 130
	15 292 435	9 705 140	18 604 287	13 165 791
Par type de protection				
MH inscrits	3 021 094	1 519 163	4 076 135	1 957 426
MH classés	10 022 274	6 966 395	9 471 868	9 041 818
MH mixtes	2 234 765	1 207 697	5 035 690	2 141 068
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*14 302*	*11 885*	*20 593*	*25 478*
	15 292 435	9 705 139	18 604 287	13 165 791

CORSE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	127 226	63 809	280 507	129 969	315 601	211 423
Corse du Sud (2A)	127 226	63 809	124 785	72 315	315 601	184 074
Haute-Corse (2B)			155 722	57 654	0	27 349
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	0	0	83 160	0	32 421	96 604
Par type de travaux						
Études	58 670	50 936	43 080	58 050	50 168	28 107
Entretien (= conservation préventive)	1 178	1 178	8 145	7 760	9 031	7 986
Restauration	67 377	11 694	146 122	64 159	223 980	78 725
	127 226	63 809	197 347	129 969	283 180	114 819
Par nature						
Immeubles	121 166	63 809	197 347	123 909	283 180	114 819
Nombre d'opérations engagées	*8*		*7*		*9*	
Objets mobiliers	6 060	0	0	6 060		
Nombre d'opérations engagées	*1*		*1*			
Orgues						
Nombre d'opérations engagées						

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État	51 225	75 855	283 180	78 475
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	0	0	0	7 618
dont MH publics			*0*	*7 618*
dont MH privés				
dont MH mixtes				
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*146 122*	*48 054*	*0*	*28 726*
	197 347	123 909	283 180	114 819
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	8 145	17 805	233 012	44 905
dont cathédrales appartenant à l'État				
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)				
Patrimoine militaire				
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021				
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	189 202	106 104	50 168	69 913
	197 347	123 909	283 180	114 819
Par type de protection				
MH inscrits			0	7 618
MH classés	8 145	17 805	233 012	50 368
MH mixtes				
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*189 202*	*106 104*	*50 168*	*56 833*
	197 347	123 909	283 180	114 819

Les lois de 1991 et de 2002 donnent à la Collectivité Territoriale de Corse la compétence de programmer les travaux sur les monuments ou sur les objets protégés au titre des MH (classés ou inscrits), hors ceux relevant de l'État.

GRAND EST

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	19 601 680	15 768 171	20 071 499	16 803 332	20 895 600	17 442 149
Ardennes (08)	595 171	510 512	434 875	406 063	614 868	544 414
Aube (10)	2 128 117	2 451 281	2 813 900	3 559 716	2 930 296	2 783 137
Marne (51)	2 378 854	2 153 611	3 788 443	1 616 158	1 648 495	1 987 340
Haute-Marne (52)	1 123 059	1 439 517	1 301 161	1 268 041	2 941 553	1 823 134
Meurthe-et-Moselle (54)	2 269 955	1 624 537	1 107 045	1 751 290	1 707 728	1 433 681
Meuse (55)	1 093 390	1 786 425	1 951 680	1 533 194	1 733 165	2 048 845
Moselle (57)	2 812 674	2 057 481	2 774 387	1 801 839	2 103 830	2 236 750
Bas-Rhin (67)	4 241 951	2 428 756	3 195 854	2 770 875	3 556 985	3 034 160
Haut-Rhin (68)	1 881 224	567 607	1 576 438	1 294 921	2 319 996	875 580
Vosges (88)	1 077 285	748 443	1 127 716	801 236	1 338 685	675 108
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	501 948	491 454	270 906	264 831	352 984	358 102

Par type de travaux

Études	1 010 280	688 837	1 146 697	854 122	2 011 823	1 032 708
Entretien (= conservation préventive)	3 312 617	2 863 595	2 870 089	2 240 443	3 032 407	3 237 548
Restauration	14 776 835	11 724 286	15 783 806	13 443 935	15 498 386	12 813 791
	19 099 732	15 276 717	19 800 592	16 538 500	20 542 616	17 084 048

Par nature

Immeubles	18 369 649	14 520 544	16 249 796	15 821 707	19 559 939	15 656 565
Nombre d'opérations engagées	*576*		*623*		*656*	
Objets mobiliers	504 589	499 202	411 622	401 044	418 761	404 863
Nombre d'opérations engagées	*119*		*86*		*96*	
Orgues	225 494	256 972	3 139 174	315 749	563 915	1 022 620
Nombre d'opérations engagées	*40*		*48*		*41*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

Par type de propriétaire

Monuments historiques appartenant à l'État	5 096 491	4 470 140	7 072 531	5 339 860
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	11 150 925	11 344 920	12 397 166	10 277 337
dont MH publics	*8 163 351*	*9 028 885*	*8 211 245*	*7 720 075*
dont MH privés	*2 804 933*	*1 839 854*	*3 824 343*	*2 424 604*
dont MH mixtes	*182 641*	*476 180*	*361 579*	*132 658*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*2 380*	*6 647*	*90 242*	*39 368*
	16 249 796	15 821 707	19 559 939	15 656 565

Par principaux types de patrimoine

Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	11 333 523	10 790 136	12 470 081	9 922 520
dont cathédrales appartenant à l'État	*3 677 220*	*2 516 243*	*4 692 755*	*3 397 969*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	3 086 838	2 583 921	4 383 179	2 550 104
Patrimoine militaire	490 438	763 080	551 955	407 337
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			531 419	539 297
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	1 338 998	1 684 570	1 623 305	2 237 307
	16 249 796	15 821 707	19 559 939	15 656 565

Par type de protection

MH inscrits	1 714 350	2 372 828	2 705 535	1 866 916
MH classés	12 902 517	11 343 104	13 653 051	11 358 002
MH mixtes	1 632 929	2 105 776	2 639 767	1 650 449
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*561 587*	*781 198*
	16 249 796	15 821 707	19 559 939	15 656 565

GUADELOUPE

Dépenses de la DAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	1 350 885	1 279 821	1 213 180	979 287	1 172 348	986 385
Guadeloupe (971)	1 350 885	1 279 821	1 213 180	979 287	1 172 348	986 385
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	41 899	92 490	112 681	123 384	93 810	124 588
Par type de travaux						
Études	266 326	102 143	57 390	160 148	100 872	68 157
Entretien (= conservation préventive)	83 618	62 094	83 353	70 340	73 258	87 085
Restauration	959 042	1 023 094	959 756	625 414	904 408	706 556
	1 308 986	1 187 331	1 100 499	855 903	1 078 538	861 798
Par nature						
Immeubles	1 285 034	1 160 148	1 057 529	833 485	1 072 746	852 733
Nombre d'opérations engagées	*33*		*39*		*44*	
Objets mobiliers	0	20 616	41 834	19 503	4 408	5 418
Nombre d'opérations engagées	*1*		*4*		*3*	
Orgues	23 951	6 566	1 136	2 915	1 384	3 648
Nombre d'opérations engagées	*2*		*3*		*2*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État	103 237	103 050	60 630	120 437
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	954 292	730 434	1 010 154	687 344
dont MH publics	*934 910*	*717 299*	*925 294*	*642 411*
dont MH privés	*19 382*	*13 135*	*84 860*	*44 933*
dont MH mixtes				
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*1 962*	*44 952*
	1 057 529	833 485	1 072 746	852 733
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	685 627	433 974	66 530	146 552
dont cathédrales appartenant à l'État	*103 237*	*103 050*	*39 962*	*115 724*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	358 058	202 432	48 788	120 392
Patrimoine militaire	13 844	160 779	2 505	35 062
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			419 394	125 818
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	0	36 300	535 529	424 909
	1 057 529	833 485	1 072 746	852 733
Par type de protection				
MH inscrits	636 998	205 798	425 294	286 994
MH classés	420 531	627 687	645 490	520 787
MH mixtes				
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*1 962*	*44 952*
	1 057 529	833 485	1 072 746	852 733

GUYANE

Dépenses de la DAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	1 260 004	702 823	1 118 794	901 316	1 112 078	813 203
Guyane (973)	1 260 004	702 823	1 118 794	901 316	1 112 078	813 203
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	0	6 980	0	6 100	37 704	48 374
Par type de travaux						
Études	0	57 683	32 891	7 800	107 073	32 891
Entretien (= conservation préventive)	56 313	83 264	83 815	71 881	77 027	76 853
Restauration	1 203 691	554 896	1 002 088	815 535	890 274	655 086
	1 260 004	695 843	1 118 794	895 216	1 074 374	764 829
Par nature						
Immeubles	1 260 004	695 843	1 118 794	895 216	1 074 374	764 829
Nombre d'opérations engagées	26		*34*		*23*	
Objets mobiliers	0	0				
Nombre d'opérations engagées	0					
Orgues	0	0				
Nombre d'opérations engagées	0					

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP
Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État			84 706	39 881
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État			861 579	747 857
dont MH publics			*657 889*	*544 163*
dont MH privés			*203 690*	*203 694*
dont MH mixtes				
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*172 509*	*107 478*
			1 118 794	895 216
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse			222 753	230 515
dont cathédrales appartenant à l'État				
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)			9 640	9 640
Patrimoine militaire				
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021				
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)			886 401	655 061
			1 118 794	895 216
Par type de protection				
MH inscrits			695 180	472 642
MH classés			351 228	310 591
MH mixtes			32 891	0
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*39 495*	*111 982*
			1 118 794	895 216

	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire		
Monuments historiques appartenant à l'État	45 018	24 744
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	950 274	715 086
dont MH publics	*939 702*	*631 795*
dont MH privés	*10 572*	*83 291*
dont MH mixtes		
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*79 082*	*25 000*
	1 074 374	764 829
Par principaux types de patrimoine		
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse		
dont cathédrales appartenant à l'État		
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)		
Patrimoine militaire		
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021		
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	1 074 374	764 829
	1 074 374	764 829
Par type de protection		
MH inscrits	490 572	409 257
MH classés	469 729	237 147
MH mixtes	34 991	83 573
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*79 082*	*34 853*
	1 074 374	764 829

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté Égalité Fraternité
MONUMENT HISTORIQUE

HAUTS-DE-FRANCE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	18 917 687	12 784 007	19 491 602	12 254 315	19 835 983	18 506 489
Aisne (02)	6 113 887	2 869 409	3 704 134	3 989 499	3 180 373	5 303 707
Nord (59)	2 673 044	2 993 547	3 853 606	1 849 902	8 339 543	4 530 088
Oise (60)	4 041 047	2 576 928	1 562 594	2 618 272	2 258 046	2 187 015
Pas-de-Calais (62)	2 965 027	1 896 856	5 442 868	1 890 959	4 248 709	3 876 989
Somme (80)	3 124 682	2 447 267	4 928 399	1 905 683	1 809 313	2 608 690
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	15 613	13 225	29 091	7 947	0	8 915
Par type de travaux						
Études	226 774	180 623	561 936	199 154	867 937	332 556
Entretien (= conservation préventive)	2 733 692	2 628 794	2 479 780	2 321 657	3 507 998	3 127 305
Restauration	15 941 608	9 961 365	16 420 796	9 725 557	15 460 049	15 037 712
	18 902 075	12 770 782	19 462 511	12 246 368	19 835 983	18 497 574
Par nature						
Immeubles	17 522 881	12 282 810	15 677 551	11 351 526	18 615 309	16 858 617
Nombre d'opérations engagées	*392*		*350*		*406*	
Objets mobiliers	427 670	342 600	575 541	322 519	612 774	623 231
Nombre d'opérations engagées	*39*		*38*		*40*	
Orgues	951 524	145 371	3 209 419	572 323	607 901	1 015 726
Nombre d'opérations engagées	*5*		*11*		*10*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État	4 925 602	3 695 912	4 592 888	5 537 103
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	10 508 277	7 580 417	14 016 421	11 315 513
dont MH publics	*7 748 067*	*6 204 869*	*11 859 547*	*8 988 236*
dont MH privés	*2 708 367*	*1 241 165*	*2 091 702*	*2 278 627*
dont MH mixtes	*51 843*	*134 383*	*65 172*	*48 651*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*243 672*	*75 197*	*6 000*	*6 000*
	15 677 551	11 351 526	18 615 309	16 858 617
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	11 112 597	8 028 838	7 437 376	9 610 430
dont cathédrales appartenant à l'État	*4 153 770*	*3 096 705*	*3 106 126*	*4 832 305*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	1 781 334	928 322	5 582 240	2 288 701
Patrimoine militaire	673 596	606 368	1 450 332	1 069 043
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			1 971 089	1 889 946
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	2 110 025	1 787 999	2 174 272	2 000 497
	15 677 551	11 351 526	18 615 309	16 858 617
Par type de protection				
MH inscrits	3 609 459	2 249 653	4 580 676	3 501 631
MH classés	11 578 616	8 015 943	12 070 419	11 469 568
MH mixtes	463 404	1 059 858	906 627	987 163
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*26 073*	*26 073*	*1 057 587*	*900 254*
	15 677 551	11 351 526	18 615 309	16 858 617

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté Égalité Fraternité
MONUMENT HISTORIQUE

ÎLE-DE-FRANCE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	52 253 469	46 336 858	21 402 023	16 128 982	20 521 723	16 982 338
Paris (75)	42 196 604	36 770 105	10 028 685	5 737 924	5 924 969	7 175 879
Seine-et-Marne (77)	3 284 248	3 063 987	2 648 106	3 042 169	3 200 898	2 309 690
Yvelines (78)	2 182 157	1 560 034	3 969 472	1 626 270	2 434 680	3 241 895
Essonne (91)	665 004	758 764	1 615 395	613 099	902 306	971 594
Hauts-de-Seine (92)	1 143 822	538 332	105 456	369 959	3 094 007	1 961 508
Seine-Saint-Denis (93)	397 418	1 878 775	635 354	2 906 972	966 136	778 862
Val-de-Marne (94)	546 682	624 197	937 143	405 016	1 502 913	196 428
Val-d'Oise (95)	1 837 535	1 142 662	1 462 412	1 427 574	2 495 812	346 481
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	212 068	208 539	217 889	58 287	176 931	216 926
Par type de travaux						
Études	695 419	87 486	393 211	344 312	725 804	60 399
Entretien (= conservation préventive)	2 701 707	2 365 945	2 623 775	1 824 929	2 315 540	2 463 853
Restauration	48 644 276	43 674 887	18 167 148	13 901 454	17 303 448	14 241 161
	52 041 402	46 128 318	21 184 134	16 070 695	20 344 792	16 765 413
Par nature						
Immeubles	51 853 957	45 535 863	19 672 486	15 697 959	19 682 649	16 158 218
Nombre d'opérations engagées	*252*		*271*		*377*	
Objets mobiliers	104 138	254 650	1 498 001	167 655	564 814	600 933
Nombre d'opérations engagées	*28*		*29*		*28*	
Orgues	83 307	337 806	13 647	205 080	97 329	6 262
Nombre d'opérations engagées	*4*		*3*		*5*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP
Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État			4 086 700	5 293 479
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État			15 203 812	10 021 460
dont MH publics			*10 187 161*	*6 863 157*
dont MH privés			*4 383 918*	*2 799 383*
dont MH mixtes			*632 734*	*358 920*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*381 974*	*383 020*
			19 672 486	15 697 959
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse			13 011 985	10 090 969
dont cathédrales appartenant à l'État			*2 901 896*	*4 239 289*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)			4 890 777	3 703 988
Patrimoine militaire			0	358 920
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021				
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)			1 769 724	1 544 082
			19 672 486	15 697 959
Par type de protection				
MH inscrits			2 681 201	3 840 954
MH classés			13 714 578	10 409 973
MH mixtes			2 990 184	1 141 250
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*286 523*	*305 782*
			19 672 486	15 697 959

	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire		
Monuments historiques appartenant à l'État	2 107 916	4 168 442
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	17 339 962	11 809 489
dont MH publics	*12 179 810*	*9 532 431*
dont MH privés	*5 160 152*	*2 277 059*
dont MH mixtes		
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*234 771*	*180 287*
	19 682 649	16 158 218
Par principaux types de patrimoine		
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	9 066 001	9 537 453
dont cathédrales appartenant à l'État	*747 037*	*2 914 066*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	4 778 475	3 614 033
Patrimoine militaire	564 104	147 095
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021	2 878 783	494 908
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	2 395 286	2 364 729
	19 682 649	16 158 218
Par type de protection		
MH inscrits	5 230 199	2 948 903
MH classés	11 511 245	9 189 992
MH mixtes	1 800 674	2 748 444
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*1 140 532*	*1 270 879*
	19 682 649	16 158 218

LA RÉUNION

Dépenses de la DAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	1 693 610	1 147 999	1 585 293	1 241 285	2 349 587	1 409 639
Réunion (974)	1 693 610	1 147 999	1 585 293	1 241 285	2 349 587	1 409 639
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	72 884	72 884	74 417	61 617	69 066	65 754
Par type de travaux						
Études	341 701	211 740	192 172	129 961	45 644	13 693
Entretien (= conservation préventive)	70 087	55 374	67 561	85 873	86 929	89 011
Restauration	1 208 938	808 001	1 251 143	963 834	2 147 948	1 241 181
	1 620 725	1 075 115	1 510 876	1 179 668	2 280 522	1 343 885
Par nature						
Immeubles	1 609 748	1 064 138	1 510 876	1 179 668	2 246 668	1 310 031
Nombre d'opérations engagées	44		*39*		*46*	
Objets mobiliers	10 977	10 977			33 854	33 854
Nombre d'opérations engagées	2				*2*	
Orgues	Pas d'orgue protégé au titre des monuments historiques					
Nombre d'opérations engagées						

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire						
Monuments historiques appartenant à l'État			99 466	333 336	39 720	83 997
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État			1 405 042	839 964	2 199 248	1 218 335
dont MH publics			*593 538*	*447 493*	*1 838 878*	*679 236*
dont MH privés			*811 504*	*392 472*	*360 370*	*539 098*
dont MH mixtes						
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*6 368*	*6 368*	*7 700*	*7 700*
			1 510 876	1 179 668	2 246 668	1 310 031
Par principaux types de patrimoine						
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse			534 118	76 086	260 634	95 681
dont cathédrales appartenant à l'État			*98 144*	*34 721*	*4 955*	*7 036*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)			408 147	221 261	94 533	179 600
Patrimoine militaire			316 322	388 105	34 766	76 960
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021					161 353	55 570
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)			252 289	494 217	1 695 383	902 220
			1 510 876	1 179 668	2 246 668	1 310 031
Par type de protection						
MH inscrits			125 524	409 176	595 422	483 291
MH classés			1 368 083	455 930	1 641 594	815 557
MH mixtes			2 645	2 645	1 952	1 952
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*14 624*	*311 917*	*7 700*	*9 232*
			1 510 876	1 179 668	2 246 668	1 310 031

MARTINIQUE

Dépenses de la DAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	538 052	438 662	322 932	332 484	653 483	427 788
Martinique (972)	538 052	438 662	322 932	332 484	653 483	427 788
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	64 682	65 125	113 837	113 837	56 540	56 540
Par type de travaux						
Études	31 665	12 325	181 099	33 493	121 678	106 658
Entretien (= conservation préventive)	25 698	38 948				
Restauration	416 006	322 264	27 996	185 153	475 266	264 590
	473 370	373 537	209 095	218 647	596 943	371 248
Par nature						
Immeubles	280 373	269 295	182 087	197 207	596 943	283 145
Nombre d'opérations engagées	*9*		*15*		*22*	
Objets mobiliers	192 997	104 242	27 007	21 439	0	88 103
Nombre d'opérations engagées	*7*		*2*		*4*	
Orgues	0	0				
Nombre d'opérations engagées	*0*					

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire						
Monuments historiques appartenant à l'État			172 524	24 751	16 079	31 318
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État			0	165 856	530 414	198 414
dont MH publics			*0*	*25 338*	*289 222*	*127 686*
dont MH privés			*0*	*140 518*	*241 192*	*70 729*
dont MH mixtes						
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*9 563*	*6 600*	*50 449*	*53 413*
			182 087	197 207	596 943	283 145
Par principaux types de patrimoine						
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse			0	25 338	297 511	127 686
dont cathédrales appartenant à l'État						
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)			0	140 518	127 164	39 007
Patrimoine militaire			172 524	24 751	10 318	25 557
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021						
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)			9 563	6 600	161 949	90 895
			182 087	197 207	596 943	283 145
Par type de protection						
MH inscrits			0	165 856	536 175	204 175
MH classés			172 524	24 751	10 318	25 557
MH mixtes						
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)			*9 563*	*6 600*	*50 449*	*53 413*
			182 087	197 207	596 943	283 145

MAYOTTE

Dépenses de la DAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	92 231	281 613	161 974	233 726	175 268	127 432
Mayotte (976)	92 231	281 613	161 974	233 726	175 268	127 432
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	84 731	78 031	64 436	68 161	85 268	83 187
Par type de travaux						
Études	7 500	7 500				
Entretien (= conservation préventive)	0	0				
Restauration	0	196 082	97 538	165 564	90 000	44 245
	7 500	203 582	97 538	165 564	90 000	44 245
Par nature						
Immeubles	7 500	203 582	97 538	165 564	90 000	44 245
Nombre d'opérations engagées	3				*3*	
Objets mobiliers						
Nombre d'opérations engagées						
Orgues	Pas d'orgue protégé au titre des monuments historiques					
Nombre d'opérations engagées						

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État	Pas de monument historique appartenant au MC			
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	97 538	165 564	90 000	44 245
dont MH publics	*97 538*	*165 564*	*90 000*	*44 245*
dont MH privés	*Pas de patrimoine privé protégé au titre des monuments historiques*			
dont MH mixtes				
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)				
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	0	165 564		
dont cathédrales appartenant à l'État	*Pas de cathédrale appartenant au MC*			
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)				
Patrimoine militaire				
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021				
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	97 538	0	90 000	44 245
			90 000	44 245
Par type de protection				
MH inscrits			90 000	0
MH classés	97 538	0	0	29 261
MH mixtes	0	165 564	0	14 984
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	97 538	165 564	90 000	44 245

NOUVELLE - AQUITAINE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	29 378 852	25 539 760	26 969 771	24 262 095	29 544 809	28 044 755
Charente (16)	1 446 487	1 286 279	1 553 102	1 557 470	1 710 033	1 417 364
Charente-Maritime (17)	3 858 907	2 278 938	2 303 079	2 556 728	4 285 661	2 488 586
Corrèze (19)	439 885	840 563	828 107	384 946	1 191 582	781 495
Creuse (23)	1 017 387	549 418	630 379	675 892	680 333	954 766
Dordogne (24)	2 489 835	2 221 389	2 228 804	2 003 474	1 842 597	2 208 080
Gironde (33)	5 961 798	5 549 951	7 056 767	7 222 896	6 271 347	6 642 753
Landes (40)	361 977	614 385	939 762	387 319	848 067	647 201
Lot-et-Garonne (47)	1 607 711	1 136 403	1 501 739	1 203 800	1 327 173	1 213 102
Pyrénées Atlantiques (64)	3 264 145	2 965 313	1 823 069	1 654 071	3 074 083	3 347 091
Deux-Sèvres (79)	838 986	1 144 756	526 384	677 103	1 102 416	724 021
Vienne (86)	4 838 840	4 921 192	4 728 812	3 270 088	4 280 214	4 857 420
Haute -Vienne (87)	3 252 896	2 031 172	2 849 767	2 668 308	2 931 302	2 762 876
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	566 966	658 117	431 866	349 062	451 440	446 975

Par type de travaux

Études	1 118 221	739 065	1 016 162	645 450	1 190 840	1 007 314
Entretien (= conservation préventive)	3 755 306	3 366 301	3 487 891	3 373 385	3 518 789	3 554 374
Restauration	23 938 359	20 776 276	22 033 853	19 894 199	24 383 741	23 036 091
	28 811 886	24 881 643	26 537 905	23 913 033	29 093 370	27 597 780

Par nature

Immeubles	27 606 035	23 963 247	25 451 704	22 896 719	27 449 054	26 776 712
Nombre d'opérations engagées	*739*		*684*		*748*	
Objets mobiliers	1 110 490	799 642	776 765	874 227	772 216	685 596
Nombre d'opérations engagées	*90*		*85*		*64*	
Orgues	95 361	118 754	309 436	142 087	872 099	135 471
Nombre d'opérations engagées	*11*		*14*		*11*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Par type de propriétaire

Monuments historiques appartenant à l'État	6 404 616	5 725 331	6 368 258	7 562 250
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	16 931 825	15 098 590	18 921 791	17 080 627
dont MH publics	*10 650 298*	*10 358 138*	*13 573 165*	*11 933 370*
dont MH privés	*5 079 287*	*3 872 401*	*5 297 537*	*5 043 314*
dont MH mixtes	*1 202 240*	*868 050*	*51 089*	*103 943*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*2 115 264*	*2 072 799*	*2 159 005*	*2 133 835*
	25 451 704	22 896 719	27 449 054	26 776 712

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

Par principaux types de patrimoine

Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	11 359 239	11 703 709	12 705 392	11 518 475
dont cathédrales appartenant à l'État	*3 811 651*	*4 420 758*	*3 597 489*	*3 906 769*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	7 202 212	4 583 289	7 426 382	5 443 945
Patrimoine militaire	1 599 952	944 302	1 479 563	1 715 384
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			854 936	1 119 275
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	5 290 301	5 665 420	4 982 782	6 979 633
	25 451 704	22 896 719	27 449 054	26 776 712

Par type de protection

MH inscrits	6 632 157	4 599 506	7 243 785	7 446 791
MH classés	15 258 558	14 779 677	15 174 510	14 240 202
MH mixtes	1 345 383	1 345 962	2 242 877	1 752 941
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*2 215 607*	*2 171 574*	*2 787 882*	*3 336 777*
	25 451 704	22 896 719	27 449 054	26 776 712

NORMANDIE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	14 873 659	13 953 213	16 114 590	12 788 866	18 298 427	17 094 770
Calvados (14)	3 797 045	4 269 918	3 354 952	3 314 071	3 773 566	4 605 850
Eure (27)	2 234 933	2 819 968	4 558 889	2 133 859	4 659 511	2 668 334
Manche (50)	2 326 398	1 034 739	1 236 075	1 534 789	2 657 102	2 479 639
Orne (61)	1 160 359	1 167 051	1 830 296	547 610	2 435 562	1 435 001
Seine-Maritime (76)	5 354 924	4 661 537	5 134 378	5 258 537	4 772 687	5 905 946
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	111 015	111 644	99 041	101 281	22 703	22 703

Par type de travaux

Études	500 060	283 538	406 668	311 707	763 922	333 111
Entretien (= conservation préventive)	2 294 420	2 216 838	2 468 273	2 416 899	2 617 493	2 525 828
Restauration	11 968 163	11 341 193	13 140 608	9 958 978	14 894 309	14 213 128
	14 762 644	13 841 569	16 015 549	12 687 584	18 275 724	17 072 067

Par nature

Immeubles	13 917 862	13 476 861	15 626 778	11 882 055	17 312 942	16 296 574
Nombre d'opérations engagées	*354*		*374*		*497*	
Objets mobiliers	835 581	268 697	371 023	760 265	752 969	774 071
Nombre d'opérations engagées	*62*		*57*		*75*	
Orgues	9 201	96 011	17 748	45 264	209 813	1 423
Nombre d'opérations engagées	*9*		*7*		*6*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

Par type de propriétaire

Monuments historiques appartenant à l'État	4 621 791	4 795 320	5 914 741	6 086 551
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	10 604 986	6 686 735	10 931 961	9 810 023
dont MH publics	*6 134 145*	*4 128 911*	*6 074 838*	*6 185 364*
dont MH privés	*4 232 673*	*2 364 046*	*4 462 342*	*3 416 797*
dont MH mixtes	*238 168*	*193 778*	*394 781*	*207 862*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*400 000*	*400 000*	*466 240*	*400 000*
	15 626 778	11 882 055	17 312 942	16 296 574

Par principaux types de patrimoine

Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	9 503 552	8 219 913	9 180 327	9 550 702
dont cathédrales appartenant à l'État	*2 942 979*	*2 767 588*	*4 201 348*	*4 639 566*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	4 138 309	2 257 148	3 664 917	2 362 556
Patrimoine militaire	315 472	417 594	1 983 517	694 777
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			0	453 153
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	1 669 444	987 401	2 484 181	3 235 385
	15 626 778	11 882 055	17 312 942	16 296 574

Par type de protection

MH inscrits	2 426 108	1 565 850	2 315 706	2 862 774
MH classés	11 508 153	9 021 290	9 894 238	9 749 113
MH mixtes	1 292 516	891 339	3 344 321	2 038 631
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*400 000*	*403 576*	*1 758 677*	*1 646 056*
	15 626 778	11 882 055	17 312 942	16 296 574

OCCITANIE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	20 441 747	20 895 998	20 155 778	17 988 285	25 737 410	17 374 568
Ariège (09)	1 237 321	609 898	471 332	1 055 762	926 696	674 931
Aude (11)	1 531 955	1 945 185	2 034 492	756 485	1 805 672	1 710 945
Aveyron (12)	1 421 489	2 151 673	1 922 325	1 595 983	1 978 026	1 924 200
Gard (30)	3 005 375	1 897 657	537 801	2 592 140	3 303 744	1 788 826
Haute-Garonne (31)	2 163 376	1 846 764	2 528 460	1 677 621	3 637 442	1 726 899
Gers (32)	995 738	1 119 742	697 563	753 111	1 611 106	896 321
Hérault (34)	2 808 853	4 191 652	3 390 482	3 642 549	3 536 066	1 934 211
Lot (46)	1 165 359	1 664 501	908 262	949 004	993 206	928 540
Lozère (48)	727 345	762 448	1 172 268	591 399	882 425	833 288
Hautes-Pyrénées (65)	435 839	268 225	1 147 229	218 366	1 087 807	810 828
Pyrénées-Orientales (66)	2 570 971	2 326 387	3 106 173	1 674 321	2 141 850	1 633 957
Tarn (81)	1 857 035	1 176 995	1 142 962	1 706 873	2 533 235	1 663 389
Tarn-et-Garonne (82)	521 092	934 871	1 096 427	774 671	1 300 135	848 234
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	414 694	442 751	332 169	338 861	444 141	397 546

Par type de travaux

Études	523 278	308 241	640 393	215 209	418 820	492 033
Entretien (= conservation préventive)	2 192 979	2 171 806	2 624 067	2 568 692	2 356 011	2 068 234
Restauration	17 310 796	17 973 200	16 559 149	14 865 523	22 518 439	14 416 754
	20 027 053	20 453 247	19 823 609	17 649 424	25 293 270	16 977 021

Par nature

Immeubles	18 611 845	19 450 164	18 544 311	16 528 902	23 083 126	15 863 096
Nombre d'opérations engagées	922		*872*		*950*	
Objets mobiliers	1 008 599	869 476	1 036 781	1 041 966	1 422 484	904 239
Nombre d'opérations engagées	219		*191*		*265*	
Orgues	406 609	133 607	242 516	78 557	787 660	209 687
Nombre d'opérations engagées	49		*45*		*63*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Par type de propriétaire

Monuments historiques appartenant à l'État	5 979 023	4 812 677	9 049 911	7 129 110
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	12 460 225	11 506 729	14 018 763	8 694 187
dont MH publics	*8 946 117*	*8 338 746*	*9 996 045*	*6 846 815*
dont MH privés	*3 214 688*	*2 554 418*	*3 761 476*	*1 779 763*
dont MH mixtes	*299 421*	*613 565*	*261 241*	*67 609*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*105 063*	*209 496*	*14 453*	*39 798*
	18 544 311	16 528 902	23 083 126	15 863 096

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

Par principaux types de patrimoine

Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	10 732 809	9 636 791	13 860 252	10 112 606
dont cathédrales appartenant à l'État	*4 115 058*	*4 121 211*	*6 836 329*	*5 690 022*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	4 364 811	4 301 726	3 960 323	2 401 764
Patrimoine militaire	1 598 434	1 138 906	979 189	820 831
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			395 213	326 142
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	1 848 258	1 451 478	3 888 150	2 201 754
	18 544 311	16 528 902	23 083 126	15 863 096

Par type de protection

MH inscrits	4 494 222	2 736 220	3 772 494	2 750 361
MH classés	12 027 710	12 976 942	16 940 578	11 724 364
MH mixtes	1 922 441	807 812	2 157 635	1 288 983
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*99 938*	*7 928*	*212 419*	*99 388*
	18 544 311	16 528 902	23 083 126	15 863 096

PAYS DE LA LOIRE

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	12 273 070	8 909 925	8 661 048	9 532 026	14 150 836	11 705 568
Loire-Atlantique (44)	2 698 394	2 131 426	2 661 955	2 477 810	5 335 200	3 572 426
Maine-et-Loire (49)	4 103 053	3 572 391	3 574 759	3 481 760	4 083 495	3 481 584
Mayenne (53)	698 114	618 444	342 379	546 668	954 608	589 216
Sarthe (72)	2 697 056	1 060 066	1 190 084	1 375 513	1 446 623	2 203 289
Vendée (85)	2 076 452	1 527 598	891 871	1 650 274	2 330 910	1 859 054
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	45 279	50 143	38 601	38 370	94 029	67 730
Par type de travaux						
Études	130 462	244 434	619 035	511 476	361 103	569 786
Entretien (= conservation préventive)	1 087 072	1 072 310	1 080 384	1 073 583	1 057 486	955 951
Restauration	11 010 257	7 543 037	6 923 028	7 908 597	12 638 218	10 112 100
	12 227 791	8 859 782	8 622 447	9 493 655	14 056 807	11 637 838
Par nature						
Immeubles	11 822 761	8 484 281	8 247 794	9 016 019	13 013 341	11 109 135
Nombre d'opérations engagées	*300*		*306*		*316*	
Objets mobiliers	352 585	301 064	310 313	414 748	592 817	360 513
Nombre d'opérations engagées	*140*		*124*		*149*	
Orgues	52 445	74 437	64 339	62 888	450 649	168 191
Nombre d'opérations engagées	*7*		*10*		*10*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État	2 464 127	2 774 522	5 835 290	3 764 156
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	5 778 668	6 236 497	7 175 051	7 341 979
dont MH publics	*3 408 544*	*2 903 785*	*5 204 279*	*5 157 460*
dont MH privés	*1 504 734*	*1 805 556*	*1 960 854*	*2 165 974*
dont MH mixtes	*865 390*	*1 527 156*	*9 917*	*18 544*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*5 000*	*5 000*	*3 000*	*3 000*
	8 247 794	9 016 019	13 013 341	11 109 135
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	5 779 014	6 491 785	9 529 762	7 039 088
dont cathédrales appartenant à l'État	*2 288 440*	*2 340 552*	*5 118 696*	*2 072 583*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	1 447 327	1 432 756	1 881 119	1 545 982
Patrimoine militaire	379 312	459 853	601 549	899 015
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			73 633	546 935
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	642 142	631 625	927 278	1 078 115
	8 247 794	9 016 019	13 013 341	11 109 135
Par type de protection				
MH inscrits	2 084 725	1 104 082	2 525 796	1 721 047
MH classés	5 465 068	6 350 382	8 820 805	6 580 122
MH mixtes	355 180	1 260 992	1 001 440	1 997 139
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*342 821*	*300 563*	*665 301*	*810 827*
	8 247 794	9 016 019	13 013 341	11 109 135

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Dépenses de la DRAC pour l'entretien et la restauration de ses monuments historiques

1) Toutes dépenses confondues (études, entretien, restauration sur immeubles et objets, promotion patrimoine)

en euros	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP	2021 AE	2021 CP
TOTAL	17 061 204	15 428 959	15 176 106	11 576 920	18 836 702	16 513 153
Alpes-de-Haute-Provence (04)	840 949	727 494	941 929	602 958	1 234 274	449 097
Hautes-Alpes (05)	1 692 474	2 247 414	1 470 774	817 079	1 700 108	1 138 557
Alpes Maritimes (06)	2 955 562	1 391 617	2 091 826	2 367 338	2 883 035	2 917 830
Bouches du Rhône (13)	5 530 611	6 478 579	5 255 239	3 944 502	7 834 483	6 342 217
Var (83)	1 991 127	1 707 740	1 796 221	802 087	1 359 100	1 076 379
Vaucluse (84)	4 050 481	2 876 115	3 620 118	3 042 955	3 825 703	4 589 073
Dépenses relatives à la valorisation, la promotion et la diffusion du patrimoine	154 511	154 511	65 680	65 680	97 135	120 792
Par type de travaux						
Études	33 612	110 464	0	54 061	0	33 504
Entretien (= conservation préventive)	2 893 450	2 788 455	2 606 569	2 391 502	3 056 922	3 050 089
Restauration	13 979 631	12 375 529	12 503 857	9 065 677	15 682 646	13 308 768
	16 906 693	15 274 448	15 110 426	11 511 240	18 739 567	16 392 361
Par nature						
Immeubles	16 190 605	14 731 667	14 635 995	10 840 863	17 982 303	15 664 923
Nombre d'opérations engagées	*293*		*247*		*354*	
Objets mobiliers	715 552	542 244	427 816	475 365	720 047	694 362
Nombre d'opérations engagées	*46*		*43*		*59*	
Orgues	537	537	46 616	195 012	37 218	33 076
Nombre d'opérations engagées	*1*		*10*		*6*	

2) Dépenses relatives aux opérations sur immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Le changement de méthodologie ne permet pas de comparer avec les années antérieures

	2019 AE	2019 CP	2020 AE	2020 CP
Par type de propriétaire				
Monuments historiques appartenant à l'État	3 168 381	2 187 136	4 546 218	4 574 337
Monuments historiques n'appartenant pas à l'État	11 287 441	8 473 555	13 153 306	10 807 807
dont MH publics	*7 624 116*	*5 875 963*	*9 356 656*	*7 552 810*
dont MH privés	*3 289 988*	*2 384 018*	*3 628 641*	*3 162 984*
dont MH mixtes	*373 337*	*213 574*	*168 009*	*92 013*
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*180 173*	*180 173*	*282 779*	*282 779*
	14 635 995	10 840 863	17 982 303	15 664 923
Par principaux types de patrimoine				
Patrimoine religieux ou d'origine religieuse	8 292 979	6 211 192	7 565 064	7 912 471
dont cathédrales appartenant à l'État	*2 866 132*	*1 919 780*	*3 698 421*	*3 864 496*
Patrimoine domestique (châteaux, maisons, villas, jardins…)	3 224 961	2 457 712	5 254 022	2 930 602
Patrimoine militaire	734 290	690 604	2 587 152	587 062
Patrimoine administratif (culture, hospitalière, judiciaire…) à partir de 2021			440 053	1 259 329
Autre (patrimoine administratif, hospitalier, scolaire, sites archéologiques…)	2 383 764	1 481 355	2 136 012	2 975 459
	14 635 995	10 840 863	17 982 303	15 664 923
Par type de protection				
MH inscrits	2 624 979	1 797 778	4 465 160	2 916 950
MH classés	11 053 839	8 260 011	10 540 097	10 750 238
MH mixtes	653 874	581 523	1 829 955	1 312 087
Enveloppe et non identifié (la complétude de l'application ne permet pas l'identification de l'opération)	*303 303*	*201 552*	*1 147 091*	*685 647*
	14 635 995	10 840 863	17 982 303	15 664 923

Ministère de la Culture / Direction générale des patrimoines et de l'architecture
Service du patrimoine
Sous-direction des monuments historiques et des sites patrimoniaux
Bureau de la conservation des monuments historiques Immeubles
Édition achevée le 4 juillet 2022
Directeur de la publication : Le sous-directeur des monuments historiques et des sites patrimoniaux
Dépôt légal 3e trimestre 2021 – ISBN 978-2-11-167890-3